

Gelet op het decreet van 11 december 2014 houdende de begroting van de ontvangsten en de algemene begroting van de uitgaven van de Duitstalige Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2015;

Overwegende het besluit van de Regering van 19 juli 2012 tot goedkeuring van het globale concept 2013-2016 van de vzw Zeitkreis;

Overwegende het besluit van de Regering van 26 september 2013 tot goedkeuring van de globale concepten 2014-2017 van de instellingen voor volwassenenonderwijs van de Duitstalige Gemeenschap;

Overwegende het besluit van de Regering van 18 september 2014 tot goedkeuring van de globale concepten 2015-2017 van de instellingen voor volwassenenonderwijs vzw AVES-Ostkantone en vzw Landfrauenverband;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Volwassenenvorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De coëfficiënt tot aanpassing aan de beschikbare begrotingsmiddelen bedoeld in artikel 12, tweede lid, van het decreet van 17 november 2008 ter ondersteuning van de instellingen voor volwassenenonderwijs wordt vastgelegd op 0,989752817 voor het begrotingsjaar 2015.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Art. 3. De minister bevoegd voor Volwassenenvorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 12 januari 2015

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

De Minister-President,

O. PAASCH

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

H. MOLLERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/201244]

26 FEVRIER 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution dudit décret

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, les articles 1^{er}, § 3, 5, alinéas 3 et 4, 7 et 8, alinéas 4, 14 et 17, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 décembre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 janvier 2015;

Vu le rapport du 15 décembre 2014 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n^o 57.029/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 février 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement (UE) n^o 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité;

Considérant qu'en vertu de l'article 1^{er}, § 3, du décret du 11 mars 2004 précité, le Gouvernement wallon entend utiliser l'habilitation spéciale qui lui est conférée pour (voir l'article 1^{er} du présent arrêté) adapter le décret en vue d'en assurer la conformité aux règles communautaires adoptées au titre des dispositions prévues aux articles 107 à 109 du traité;

Considérant qu'en vertu de l'article 5, alinéas 3 et 4, du décret du 11 mars 2004 précité, le Gouvernement entend utiliser l'habilitation spéciale qui lui est conférée pour (voir l'article 5 du présent arrêté), eu égard aux principes et objectifs du développement durable, préciser de manière fine les secteurs ou parties de secteurs exclus, visés à l'article 4 du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises afin de ne pas nuire aux intérêts d'entreprises comprises dans certains sous-secteurs que le Gouvernement reconnaît comme essentiels pour le développement de la Région;

Considérant qu'il est fondamental d'assurer, après le 30 juin 2014, la continuité dans l'octroi des aides à l'investissement et de conférer une base légale aux demandes d'aides introduites dès le 1^{er} juillet 2014 afin de garantir ainsi la sécurité juridique;

Qu'en l'absence de pareille base légale, il y aurait lieu de considérer que toutes les demandes introduites à partir 1^{er} juillet 2014 jusqu'à l'entrée en vigueur des arrêtés du Gouvernement wallon transposant le règlement précité devraient être réintroduites;

Que le principe de l'effet incitatif, consacré par l'article 6 du règlement précité doit s'apprécier à la date d'introduction de la demande d'aide;

Que dès lors si ces demandes devaient s'avérer dépourvues de base légale, l'effet incitatif ne pourrait plus, le cas échéant, être justifié par les entreprises demanderesse dès lors qu'elles seraient contraintes de réintroduire une demande à la suite de l'adoption ultérieure de l'arrêté leur conférant une base légale;

Qu'une demande d'aide n'implique en aucun cas de droit acquis à l'aide;

Qu'une suspension du régime d'aide à finalité régionale serait préjudiciable à la réalisation des objectifs de ces politiques et que, dès lors, toutes les mesures visant à éviter cette suspension doivent être mises en œuvre;

Que, au vu de ce qui précède, il importe que la réglementation wallonne rétroagisse au 1^{er} juillet 2014;

Qu'en effet, une suspension du régime d'aide à l'investissement serait préjudiciable à la réalisation des objectifs de ces politiques et que toutes les mesures visant à éviter cette suspension doivent être mises en œuvre;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie*

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005 et 12 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « l'annexe Ire du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie), ci-après dénommée l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 800/2008 », sont remplacés par les mots : « l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, ci-après dénommée, « l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 » »;

2° dans le paragraphe 2, les mots « l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 800/2008 », sont remplacés par les mots « l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie*

Art. 2. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 2009, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 4^o, les mots « l'annexe I^{re} du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie), ci-après dénommée : « Règlement général d'exemption » », sont remplacés par les mots :

« l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, ci-après dénommée, « l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 » »;

b) au 5^o les mots « l'annexe I^{re} du Règlement général d'exemption », sont remplacés par les mots « l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 »;

c) les 9^o, 10^o, 11^o, 12^o, 13^o, 14^o, 15^o et 16^o sont remplacés par ce qui suit :

« 9^o l'« Administration » : la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

10^o le « fonctionnaire délégué » : l'un des fonctionnaires visés à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie, en tenant compte des règles en matière d'absence ou d'empêchement visés aux articles 4 et 5 dudit arrêté;

11^o le « Code NACE-BEL » : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des Statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le Règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006;

12^o le « siège d'exploitation » : l'unité d'établissement telle que visée à l'article 2, 6^o, de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions;

13^o l'« énergie produite à partir de sources renouvelables » : l'énergie définie à l'article 2, point 109, du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité;

14^o les « sources d'énergie renouvelables » : les sources d'énergie définies à l'article 2, point 110, du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité;

15^o la « cogénération à haut rendement » : la cogénération définie à l'article 2, point 107, du Règlement (UE) n° 651/2014;

16^o les « normes de l'Union » : les normes définies à l'article 2, point 102, du Règlement (UE) n° 651/2014; »;

d) l'alinéa est complété par le 18^o rédigé comme suit :

« 18^o le « début des travaux » : soit le début des travaux de construction liés à l'investissement, soit le premier engagement juridiquement contraignant de commande d'équipement ou tout autre engagement rendant l'investissement irréversible, selon l'événement qui se produit en premier. ».

Art. 3. A l'article 1/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 2009, les mots « au Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie), J.O.U.E., L 214/3 du 9 août 2008 » sont remplacés par les mots « au Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, ci-après dénommé, « Règlement (UE) n° 651/2014 » ».

Art. 4. Dans l'article 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005, les 7^o et 8^o sont remplacés par ce qui suit :

« 7^o les « institutions universitaires » : les institutions visées à l'article 10 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et les centres de recherche visés à l'article 10 du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie;

8° la « personne morale de droit public » : la personne morale qui remplit les cinq critères suivants :

- a) être créée ou agréée par les pouvoirs publics;
- b) être chargée d'un service public;
- c) ne pas faire partie du pouvoir judiciaire ou législatif;
- d) être contrôlée ou déterminée dans son fonctionnement par les pouvoirs publics;
- e) pouvoir prendre des décisions obligatoires à l'égard des tiers. ».

Art. 5. L'article 4 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 29 mai 2008 et 14 mai 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Les domaines d'activités exclus du bénéfice de la prime en vertu de l'article 5 du décret sont précisés par rapport aux secteurs ou parties de secteurs repris aux divisions, classes et sous-classes suivantes:

- 1° 05.100 à 06.200 du Code NACE-BEL;
- 2° 07.210 du Code NACE-BEL;
- 3° 08.920 du Code NACE-BEL;
- 4° 09.100 du Code NACE-BEL;
- 5° 09.900 du Code NACE-BEL pour les services de soutien exécutés pour le compte de tiers liés à l'extraction de houille et de lignite;
- 6° 19.200 du Code NACE-BEL pour la fabrication de briquettes de tourbe et la fabrication de briquettes de houille et de lignite;
- 7° 20.130 du Code NACE-BEL pour l'enrichissement de minerais d'uranium et de thorium;
- 8° 24.46 du Code NACE-BEL;
- 9° 35 du Code NACE-BEL;
- 10° 36 du Code NACE-BEL;
- 11° 38.12 du Code NACE-BEL pour la collecte de déchets nucléaires;
- 12° 38.222 du Code NACE-BEL pour le traitement, l'élimination et le stockage de déchets radioactifs nucléaires sauf s'il s'agit de traitement et d'élimination de déchets radioactifs transitoires des hôpitaux, c'est-à-dire qui se dégraderont au cours du transport;
- 13° 41.1 et les activités immobilières reprises au Code 42 du Code NACE-BEL;
- 14° 59, à l'exception des classes 59.11, 59.12, et des sous-classes 59.202, 59.203 et 59.209 du Code NACE-BEL;
- 15° 60.10 du Code NACE-BEL;
- 16° 63.91 du Code NACE-BEL;
- 17° 64 à 69 du Code NACE-BEL;
- 18° 71.11 du Code NACE-BEL;
- 19° 74.202 du Code NACE-BEL;
- 20° 75 du Code NACE-BEL;
- 21° 81.100 du Code NACE-BEL;
- 22° 85 à 88 du Code NACE-BEL;
- 23° 90 à 93, à l'exception des sous-classes 91.041, 91.042 et 93.212 du Code NACE-BEL ainsi que les exploitations de curiosités touristiques;
- 24° la grande distribution dont l'objet principal est la vente de biens aux particuliers.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 9°, n'est pas exclue la petite entreprise qui n'est pas détenue par une moyenne ou une grande entreprise qui relève du secteur de l'énergie et qui produit de l'énergie à partir de sources renouvelables pour une entreprise ou une collectivité.

Le Ministre peut préciser le contenu des divisions, classes ou sous-classes exclues ainsi que les notions visées à l'alinéa 1^{er}.

La référence au Code NACE-BEL constitue une présomption d'appartenance de l'entreprise ou de son programme d'investissements aux domaines d'activités. L'entreprise peut établir que le Code NACE-BEL qui lui est attribué ne correspond pas à son domaine d'activités ou au programme d'investissements projeté et qu'elle a effectué auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises des démarches en vue de se voir attribuer un ou plusieurs autres Codes. ».

Art. 6. Dans l'article 5 du même arrêté, modifié et complété par les arrêtés du Gouvernement wallon des 9 février 2006 et du 14 mai 2009, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° attester par une déclaration sur l'honneur du responsable de l'entreprise que l'entreprise respecte les conditions visées à l'article 10 du décret; l'entreprise pouvant, le cas échéant, être invitée par l'Administration à produire les documents et preuves nécessaires lorsque le dossier est reconnu éligible au terme de la réglementation; »;

b) dans le 2°, les mots « de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises » sont remplacés par les mots « du Livre III du Code de droit économique du 28 février 2013 »;

c) le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° ne pas être une entreprise en difficulté au sens de l'article 2, point 18, du Règlement (UE) n° 651/2014; »;

d) au 4°, les mots « marché commun. » sont remplacés par les mots « marché intérieur; »;

e) l'alinéa est complété par le 5^o rédigé comme suit :

« 5^o introduire une demande de prime avant le début des travaux liés au programme d'investissement selon les modalités visées à l'article 10. ».

Art. 7. L'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 29 mai 2008 et 14 mai 2009, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En ce qui concerne les investissements en faveur de la cogénération à haut rendement, seules les capacités nouvellement installées ou rénovées sont éligibles. ».

Art. 8. A l'article 7, § 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « aux articles 18 à 20 du Règlement général d'exemption » sont remplacés par les mots « aux articles 36 et 37 du Règlement (UE) n^o 651/2014 »;

2^o à l'alinéa 2, les mots « aux articles 21 à 23 du Règlement général d'exemption » sont remplacés par les mots « aux articles 38, 40 et 41 du Règlement (UE) n^o 651/2014 ».

Art. 9. Dans l'article 8 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 29 mai 2008 et 14 mai 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « normes communautaires » sont chaque fois remplacés par les mots « normes de l'Union »;

2^o dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les pourcentages visés à l'alinéa 1^{er}, 1^o à 3^o, peuvent être augmentés d'un bonus déterminé comme suit :

1^o 5 % si la grande entreprise se situe dans une des zones de développement visées à l'article 1^{er}, 2^o à 5^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2015 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 107, point 3, c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et les plafonds d'aides fixés conformément aux lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2014-2020;

2^o 10 % si la grande entreprise se situe dans une des zones de développement visées à l'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2015 précité. ».

Art. 10. A l'article 9 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 29 mai 2008, 14 mai 2009 et 18 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « , visés à l'article 41, point 6., a) et b), du Règlement (UE) n^o 651/2014, » sont insérés entre les mots « d'énergie renouvelables » et les mots « réalisé par une petite ou moyenne entreprise »;

2^o dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « , visés à l'article 41, point 6., a) et b), du Règlement (UE) n^o 651/2014, » sont insérés entre les mots « d'énergie renouvelables » et les mots « réalisé par une grande entreprise »;

3^o dans le paragraphe 4, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Les pourcentages visés aux paragraphes 2, alinéa 2, et paragraphe 3, alinéa 2, peuvent être augmentés d'un bonus déterminé comme suit:

1^o 5 % si la grande entreprise se situe dans une des zones de développement visées à l'article 1^{er}, 2^o à 5^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2015 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 107, point 3, c), du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et les plafonds d'aides fixés conformément aux lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2014-2020;

2^o 10 % si la grande entreprise se situe dans une des zones de développement visées à l'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2015 précité. ».

Art. 11. Dans l'article 10 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 9 février 2006 et 14 mai 2009, les alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« L'entreprise introduit une demande de prime auprès de l'Administration avant le début des travaux liés au programme d'investissement.

La demande de prime, dont le modèle est déterminé par l'Administration, contient, au moins, les informations suivantes :

1^o le nom et la taille de l'entreprise;

2^o une description du programme d'investissement, en ce compris ses dates de début et de fin;

3^o la localisation du programme d'investissement;

4^o la liste des coûts du programme d'investissement;

5^o le type d'aide et le montant du financement public nécessaire pour réaliser le programme d'investissement.

L'Administration accuse réception de la demande de prime dans les quinze jours de la réception de la demande et fixe la date de prise en considération du programme d'investissements qui correspond à la date d'envoi de la demande.

Dans un délai de six mois à compter de la date de l'accusé de réception visé à l'alinéa 3, l'entreprise introduit auprès de l'Administration un dossier sur base d'un formulaire type que l'Administration détermine.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut, sur demande préalable de l'entreprise et pour des raisons dûment justifiées, augmenter le délai visé à l'alinéa 4. ».

Art. 12. Dans l'article 11, alinéa 3, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 9 février 2006 et 14 mai 2009, les mots « l'article 5, 3^o, a) ou b) » sont remplacés par les mots « l'article 5, 3^o ».

Art. 13. Dans l'article 13, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « alinéa 3 ».

Art. 14. Dans l'article 14, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 2009, les mots « l'article 10, alinéa 3 » sont remplacés par les mots « l'article 10, alinéa 4 ».

Art. 15. A l'article 15, du même arrêté modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 7 mai 2009 et 14 mai 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « alinéa 3 »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 6°, les mots « l'article 5, 3°, a) ou b) » sont remplacés par les mots « l'article 5, 3° »;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « alinéa 3 »;

4° dans le paragraphe 2, alinéa 2, 6°, les mots « l'article 5, 3°, a) ou b) » sont remplacés par les mots « l'article 5, 3° ».

Art. 16. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2014.

Art. 17. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 février 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/201244]

26. FEBRUAR 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des besagten Dekrets

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, Artikel 1 § 3, Artikel 5 Absätze 3 und 4, Artikel 7 und Artikel 8 Absatz 4, Artikel 14 und Artikel 17 Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind;

Aufgrund des am 15. Dezember 2014 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 22. Januar 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am 11. Februar 2015 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 57.029/2;

In Erwägung der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung aufgrund des Artikels 1, § 3 des vorerwähnten Dekrets vom 11. März 2004 vorhat, von der ihr anvertrauten Sonderermächtigung Gebrauch zu machen, um (siehe Artikel 1 des vorliegenden Erlasses) das Dekret im Hinblick auf die Übereinstimmung mit den kraft der in Artikel 107 bis 109 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union vorgesehenen Bestimmungen an die gemeinschaftlichen Regeln anzupassen;

In der Erwägung, dass die Regierung aufgrund des Artikels 5, Absätze 3 und 4 des vorerwähnten Dekrets vom 11. März 2004 vorhat, von der ihr anvertrauten Sonderermächtigung Gebrauch zu machen, um (siehe Artikel 5 des vorliegenden Erlasses) in Anbetracht der Grundsätze und Ziele der nachhaltigen Entwicklung die in Artikel 4 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, erwähnten ausgeschlossenen Bereiche oder Teilbereiche genau festzulegen, damit den Betrieben, die bestimmten, von der Regierung für die regionale Entwicklung als wesentlich erachteten Unterbereichen angehören, nicht geschadet wird;

In der Erwägung, dass es von wesentlicher Bedeutung ist, die Kontinuität bei der Gewährung der Investitionsbeihilfen nach dem 30. Juni 2014 zu gewährleisten und die ab dem 1. Juli 2014 eingereichten Anträge auf Beihilfen gesetzlich abzusichern, um somit die Rechtssicherheit zu garantieren;

Dass ohne eine derartige Rechtsgrundlage davon ausgegangen werden müsste, dass alle ab dem 1. Juli 2014 und bis zum Inkrafttreten der Erlasse der Wallonischen Regierung zur Umsetzung der vorerwähnten Verordnung eingereichten Anträge neu eingereicht werden müssten;

Dass der durch Artikel 6 der vorgenannten Verordnung verankerte Grundsatz des Anreizeffektes am Einreichdatum des Beihilfeantrags zu beurteilen ist;

Dass demnach, falls sich erweisen sollte, dass diese Anträge keine gesetzliche Grundlage haben, die Anreizwirkung gegebenenfalls nicht mehr von den antragstellenden Unternehmen gerechtfertigt werden kann, insofern diese gezwungen wären, infolge der späteren Verabschiedung des Erlasses, der den Anträgen eine gesetzliche Grundlage verleiht, einen neuen Antrag einzureichen;

Dass ein Antrag auf Beihilfe keinesfalls ein zugesichertes Anrecht auf Beihilfe bedeutet;

Dass eine Aussetzung der Beihilferegelung zu regionalen Zwecken der Durchführung der Ziele dieser politischen Maßnahmen schaden würde und dass demnach alle Maßnahmen zur Vermeidung dieser Aussetzung eingesetzt werden müssen;

Dass es angesichts der vorerwähnten Erwägungen wichtig ist, dass die wallonische Regelung zum 1. Juli 2014 rückwirkend gilt;

Dass eine Aussetzung der Investitionsbeihilferegelung der Durchführung der Ziele dieser politischen Maßnahmen schaden würde und dass alle Maßnahmen zur Vermeidung dieser Aussetzung eingesetzt werden müssen;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Abänderungen des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind

Artikel 1 - In Artikel 1 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 und vom 12. Dezember 2008, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird der Wortlaut "des Anhangs zur Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt in Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags (allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung); nachstehend werden diese Bestimmungen als Anhang I zur Verordnung (EG) Nr. 800/2008 bezeichnet" durch folgenden Wortlaut ersetzt "des Anhangs zur Verordnung (EG) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, nachstehend als "Anhang I zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014" bezeichnet.";

2° in Paragraph 2 werden die Wörter "des Anhangs I der Verordnung (EG) Nr. 800/2008" durch die Wörter ""des Anhangs zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014" ersetzt.

KAPITEL II — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind

Art. 2 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Mai 2009, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Punkt 4° werden die Wörter "des Anhangs zur Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt in Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags (allgemeine Freistellungsverordnung); nachstehend werden diese Bestimmungen als Anhang I zur Verordnung (EG) Nr. 800/2008 bezeichnet" durch die Wörter

"des Anhangs zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, nachstehend als "Anhang I zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014" bezeichnet." ersetzt;

b) in Punkt 5° werden die Wörter "des Anhangs I zur allgemeinen Freistellungsverordnung" durch die Wörter "des Anhangs zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014" ersetzt.

c) die Punkte 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14°, 15° und 16° werden durch Folgendes ersetzt:

9° die "Verwaltung": die operative Generaldirektion Abteilung Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

10° der "beauftragte Beamte": einer der in Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie genannten Beamten, unter Berücksichtigung der im Falle von Abwesenheit oder Verhinderung anwendbaren Regeln gemäß Artikel 4 und 5 des besagten Erlasses;

11° das "NACE-BEL-Verzeichnis": das vom Nationalen Statistischen Institut erarbeitete Verzeichnis (NACE-BEL 2008) in Bezug auf die Systematik der Wirtschaftszweige in einem harmonisierten Europäischen Rahmen, so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 vom 9. Oktober 1990 des Rates bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EWG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 auferlegt;

12° der "Betriebssitz": die Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel 2, 6° des Gesetzes vom 16. Januar 2003 zur Schaffung einer Zentralen Datenbank der Unternehmen, zur Modernisierung des Handelsregisters, zur Schaffung von anerkannten Unternehmenschaltern und zur Einführung verschiedener Bestimmungen;

13° die "Energie aus erneuerbaren Quellen": die in Artikel 2, Punkt 109 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags definierte Energie;

14° die "erneuerbaren Energiequellen": die in Artikel 2, Punkt 110 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags definierten Energiequellen;

15° die "hocheffiziente Kraft-Wärme-Kopplung": die in Artikel 2, Punkt 107 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 definierte Kraft-Wärme-Kopplung;

16° die "Normen der Union": die in Artikel 2, Punkt 102 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 definierten Normen;
d) der Absatz wird durch einen Punkt 18° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"18° der "Anfang der Arbeiten": entweder der Anfang der mit der Investition gebundenen Bauarbeiten, oder die erste rechtsverbindliche Verpflichtung zur Bestellung von Ausrüstungen oder jede andere Verpflichtung, durch welche die Investition nicht rückgängig gemacht werden kann, je nachdem, was als erstes eintritt."

Art. 3 - In Artikel 1/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Mai 2009 werden die Wörter "die Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt in Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags (allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung)" durch die Wörter "die Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweisen der Europäischen Union, nachstehend als "Anhang I zur Verordnung (EG) Nr. 651/2014" bezeichnet" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 3, Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005, werden die Punkte 7° und 8° durch Folgendes ersetzt:

"7° die "universitären Einrichtungen": die Einrichtungen nach Artikel 10 des Dekrets vom 7. November 2013 zur Bestimmung der Landschaft des Hochschulunterrichts und der akademischen Organisation der Studiengänge und die Forschungszentren nach Artikel 10 des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie

8° die "juristische Person öffentlichen Rechts": die juristische Person, die die fünf folgenden Kriterien erfüllt: :

a) von der öffentlichen Hand geschaffen worden oder anerkannt sein;

b) mit der Erbringung eines öffentlichen Dienstes beauftragt sein;

c) weder der rechtsprechenden noch der gesetzgebenden Gewalt angehören;

d) in ihrer Arbeitsweise von der öffentlichen Hand kontrolliert oder bestimmt werden;

e) gegenüber Dritten verbindliche Beschlüsse fassen können."

Art. 5 - Artikel 5 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 29. Mai 2008 und vom 14. Mai 2009, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 4 - Die aufgrund des Artikels 5 des Dekrets vom Vorteil der Prämie ausgeschlossenen Tätigkeitsbereiche werden unter Bezugnahme auf die Bereiche oder Teilbereiche, die in den folgenden Abschnitten, Klassen und Unterklassen erwähnt sind, bestimmt:

1° 05.100 bis 06.200 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

2° 07.210 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

3° 08.920 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

4° 09.100 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

5° 09.900 des NACE-BEL-Verzeichnisses für im Lohnauftrag erbrachte Dienstleistungen, die für den (Stein- und Braun-) Kohlenbergbau benötigt werden;;

6° 19.200 des NACE-BEL-Verzeichnisses für die Herstellung von Torfbriketts und die Herstellung von Stein- und Braunkohlebriketts;

7° 20.130 des NACE-BEL-Verzeichnisses für die Anreicherung von Uran- und Thoriumerzen;

8° 24.46 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

9° 35 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

10° 36 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

11° 38.12 des NACE-BEL-Verzeichnisses für die Sammlung radioaktiver Abfälle;

12° 38.222 des NACE-BEL-Verzeichnisses für die Behandlung, die Beseitigung und die Lagerung von radioaktiven Abfällen, außer wenn es sich um die Behandlung und die Beseitigung von schwach radioaktiven Abfällen in der Übergangsphase aus Krankenhäusern handelt, d.h. solchen Abfällen, die sich im Laufe des Transports abbauen werden;

13° 41.1 und die Aktivitäten im Bereich des Grundstücks- und Wohnungswesens nach dem Kode 42 des NACE-Verzeichnisses;

14° 59, mit Ausnahme der Klassen 59.11, 59.12 und der Unterklassen 59.202, 59.203 und 59.209 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

15° 60.10 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

16° 63.91 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

17° 64 bis 69 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

18° 71.11 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

19° 74.202 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

20° 75 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

21° 81.100 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

22° 85 bis 88 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

23° 90 bis 93, mit Ausnahme der Unterklassen 91.041, 91.042 und 93.212 des NACE-BEL-Verzeichnisses, sowie der Unternehmen, die touristische Sehenswürdigkeiten betreiben;

24° der Großvertrieb, dessen Hauptzweck im Verkauf von Gütern an Privatpersonen besteht.

In Abweichung von Absatz 1, 9° wird der Kleinbetrieb, der nicht einem Mittel- oder Großbetrieb gehört, der unter den Energiesektor fällt und Energie aus erneuerbaren Quellen für ein Unternehmen oder die Öffentlichkeit erzeugt, nicht ausgeschlossen.

Der Minister kann den Inhalt der ausgeschlossenen Abschnitte, Klassen oder Unterklassen, sowie die in Absatz 1 erwähnten Begriffe näher bestimmen.

Die Bezugnahme auf das NACE-BEL-Verzeichnis lässt vermuten, dass der Betrieb oder dessen Investitionsprogramm den betroffenen Tätigkeitsbereichen angehört. Der Betrieb kann jedoch feststellen, dass die ihm zugewiesene Nummer des NACE-BEL-Verzeichnisses seinem Tätigkeitsbereich oder dem geplanten Investitionsprogramm nicht entspricht, und angeben, dass er bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen die notwendigen Schritte unternommen hat, um eine oder mehrere anderen Code-Nummern des NACE-BEL-Verzeichnisses zu erhalten.

Art. 6 - In Artikel 5 desselben Erlasses, abgeändert und ergänzt durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 und vom 14. Mai 2009, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Punkt 1° wird durch Folgendes ersetzt:

„durch eine ehrenwörtliche Erklärung der für den Betrieb verantwortlichen Person bescheinigen, dass der Betrieb die in Artikel 10 des Dekrets erwähnten Bedingungen erfüllt; der Betrieb kann gegebenenfalls von der Verwaltung aufgefordert werden, die erforderlichen Dokumente und Belege vorzulegen, wenn die Akte im Sinne der Regelung als zulässig anerkannt wird;“;

b) in Punkt 2° werden die Wörter „des Gesetzes vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und den Jahresabschluss der Unternehmen“ durch die Wörter „des Buches III des Wirtschaftsgesetzbuches vom 28. Februar 2013“ ersetzt;

c) Punkt 3° wird durch Folgendes ersetzt:

„3° kein Unternehmen in Schwierigkeiten im Sinne des Artikels 2, Punkt 8 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 sein;“;

d) in Punkt 4° werden die Wörter „gemeinsamen Markt“ durch das Wort „Binnenmarkt“ ersetzt;

e) der Absatz wird durch einen Punkt 5° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„5° einen Prämienantrag vor dem Anfang der mit dem Investitionsprogramm gebundenen Arbeiten einreichen, nach den in Artikel 10 genannten Modalitäten.“.

Art. 7 - Artikel 6 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 29. Mai 2008 und vom 14. Mai 2009, wird durch Folgendes ergänzt:

„Was die Investitionen zugunsten der hocheffizienten Kraft-Wärme-Kopplung betrifft, sind allein die neu installierten oder renovierten Kapazitäten zulässig.“.

Art. 8 - In Artikel 7, § 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Mai 2009, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter „den Artikeln 18 bis 20 der allgemeinen Freistellungsverordnung“ durch die Wörter „den Artikeln 36 bis 37 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014“ ersetzt;

2° in Absatz 2 werden die Wörter „den Artikeln 21 bis 23 der allgemeinen Freistellungsverordnung“ durch die Wörter „den Artikeln 38, 40 und 41 der Verordnung (EU) Nr. 652014“ ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 8 desselben Erlasses, abgeändert und ergänzt durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 29. Februar 2008 und vom 14. Mai 2009, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter „Normen der Gemeinschaft“ werden jedes Mal durch die Wörter „Normen der Union“ ersetzt;

2° in Paragraph 2 wird der Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

„Die in Absatz 1, 1° bis 3° erwähnten Prozentsätze können um einen wie folgt festgelegten Bonus erhöht werden:

1° 5% wenn sich der Großbetrieb in einem der Entwicklungsgebiete befindet, die durch Artikel 1, 2° bis 5° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2015 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 107, 3°, c) des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und die durch die Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2014-2020 festgelegt werden;

2° 10% wenn der Großbetrieb sich in einem der in Artikel 1, 1° des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2015 erwähnten Entwicklungsgebieten befindet.“.

Art. 10 - In Artikel 9 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 29. Mai 2008, vom 14. Mai 2009 und vom 18. Juli 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2, Absatz 1 werden die Wörter „in Artikel 41, Punkt 6°, a) und b) der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 erwähnten“ vor die Wörter „erneuerbaren Energiequellen“ gesetzt;

2° in Paragraph 2, Absatz 2 werden die Wörter „in Artikel 41, Punkt 6°, a) und b) der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 erwähnten“ vor die Wörter „erneuerbaren Energiequellen“ gesetzt;

3° in Paragraph 4 wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

„Die in Paragraph 2, Absatz 2 und in Paragraph 3, Absatz 2 Absatz angegebenen Prozentsätze dürfen um einen wie folgt bestimmten Bonus erhöht werden:

1° 5% wenn sich der Großbetrieb in einem der Entwicklungsgebiete befindet, die durch Artikel 1, 2° bis 5° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2015 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 107, 3°, c) des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und die durch die Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2014-2020 festgelegt werden;

2° 10% wenn sich der Großbetrieb in einem der in Artikel 1, 1° des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2015 erwähnten Entwicklungsgebiete befindet.“.

Art. 11 - In Artikel 10 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 und vom 14. Mai 2009, werden die Absätze 1, 2, 3 und 4 durch Folgendes ersetzt:

„Vor dem Anfang der mit dem Investitionsprogramm verbundenen Arbeiten reicht der Betrieb einen Prämienantrag bei der Verwaltung ein..

Der Prämienantrag, dessen Muster von der Verwaltung bestimmt wird, enthält mindestens folgende Auskünfte:

1° Name und Größe des Betriebs;

2° eine Beschreibung des Investitionsprogramms, einschließlich der Daten für dessen Anfang und Ende;

3° den Standort des Investitionsprogramms;

4° ein Verzeichnis der Kosten des Investitionsprogramms;

5° die Art der Beihilfe und den Betrag der zur Durchführung des Investitionsprogramms notwendigen öffentlichen Finanzierung.

Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Prämienantrags bestätigt die Verwaltung dessen Empfang und legt das Datum fest, an dem das Investitionsprogramm in Betracht gezogen wird; dieses Datum entspricht dem Tag der Einsendung des Antrags.

Innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem Datum der in Abs. 3 genannten Empfangsbestätigung reicht der Betrieb eine auf einem von der Verwaltung bestimmten Musterformular basierende Akte bei der Verwaltung ein.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann auf einen vorherigen Antrag des Betriebs und aus gebührend gerechtfertigten Gründen die in Abs. 4 genannte Frist verlängern.

Art. 12 - In Artikel 11, Absatz 3 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006 und vom 14. Mai 2009, werden die Wörter "Artikel 5, 3^o, a) oder b)" durch die Wörter "Artikel 5, 3^{oo}" ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 13, Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "Absatz 1" durch die Wörter "Absatz 3" ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 14 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 14. Mai 2009, werden die Wörter Artikel 10, Absatz 3" durch die Wörter "Artikel 10, Absatz 4" ersetzt.

Art. 15 - In Artikel 15 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 7. Mai 2009 und vom 14. Mai 2009, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1^o in Paragraph 1, Absatz 1 werden die Wörter "Absatz 1" durch die Wörter "Absatz 3" ersetzt;

2^o in Paragraph 1, Absatz 2, 6^o werden die Wörter "Artikel 5, 3^o, a) oder b)" durch die Wörter "Artikel 5, 3^{oo}" ersetzt;

3^o in Paragraph 2, Absatz 2 werden die Wörter "Absatz 1" durch die Wörter "Absatz 3" ersetzt;

4^o in Paragraph 2, Absatz 2, 6^o werden die Wörter "Artikel 5, 3^o, a) oder b)" durch die Wörter "Artikel 5, 3^{oo}" ersetzt.

Art. 16 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juli 2014 wirksam.

Art. 17 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Februar 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/201244]

26 FEBRUARI 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van dat decreet

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, artikelen 1, § 3, 5, derde en vierde lid, 7 en 8, vierde lid, 14 en 17, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 december 2014;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 januari 2015;

Gelet op het rapport van 15 december 2015 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 57.029/2 van de Raad van State, gegeven op 11 februari 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard ;

Overwegende dat de Waalse Regering krachtens artikel 1, § 3, van voornoemd decreet van 11 maart 2004 van plan is gebruik te maken van de bijzondere bevoegdheid die haar verleend wordt om (zie artikel 1 van dit besluit) het decreet in overeenstemming te brengen met de communautaire regels die aangenomen zijn op grond van de bepalingen die in de artikelen 107 tot 109 van het verdrag vastliggen;

Overwegende dat de Waalse Regering krachtens artikel 5, derde en vierde lid, van voornoemd decreet van 11 maart 2004 van plan is gebruik te maken van de bijzondere bevoegdheid die haar verleend wordt om (zie artikel 5 van dit besluit), rekening houdend met de beginselen en doelstellingen inzake duurzame ontwikkeling, de uitgesloten sectoren of delen van sectoren bedoeld in artikel 4 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen nauwkeurig aan te duiden ten einde geen afbreuk te doen aan de belangen van ondernemingen uit bepaalde subsectoren die de Regering als essentieel beschouwt voor de ontwikkeling van het Gewest;

Overwegende dat het fundamenteel is dat na 30 juni 2014 gezorgd wordt voor continuïteit bij de toekenning van investeringssteun en dat een wettelijke grondslag gegeven wordt voor steunaanvragen ingediend na 1 juli 2014 om zodoende rechtszekerheid te garanderen;

Dat bij gebrek aan een dergelijke wettelijke grondslag overwogen zou moeten worden dat alle aanvragen ingediend tussen 1 juli 2014 en de datum van inwerkingtreding van de besluiten van de Waalse Regering tot omzetting van voornoemde verordening opnieuw ingediend zouden moeten worden;

Dat het beginsel van het stimulerend effect, bekrachtigd bij artikel 6 van voornoemde verordening, beoordeeld moet worden op de datum van indiening van de steunaanvraag;

Dat indien mocht blijken dat die aanvragen geen wettelijke grondslag hebben, het stimulerend effect bijgevolg, desgevallend, niet meer gerechtvaardigd zou kunnen worden door de vragende ondernemingen daar ze ertoe verplicht zouden zijn een nieuwe aanvraag in te dienen als gevolg van de latere aanneming van het besluit waarbij ze een wettelijke grondslag krijgen;

Dat een steunaanvraag geenszins een verworven recht op steun inhoudt;

Dat een opschorting van de steunregeling met regionale finaliteit afbreuk zou doen aan de verwezenlijking van de doelstellingen van die beleidslijnen en dat derhalve alle maatregelen tot voorkoming van die opschorting doorgevoerd moeten worden;

Dat, rekening houdend met wat voorafgaat, het van belang is dat de Waalse regelgeving terugwerkende kracht heeft op 1 juli 2014;

Dat een schorsing van de steuninvesteringsregeling immers afbreuk zou doen aan de verwezenlijking van de doelstellingen van die beleidslijnen en dat alle maatregelen tot voorkoming van die opschorting doorgevoerd moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit:

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005 en 12 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden « bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarin bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard (de algemene groepsvrijstellingsverordening), hierna bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 800/2008 genoemd », als volgt: « bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, hierna « bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 »;

2° in paragraaf 2 worden de woorden « bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 800/2008 » vervangen door de woorden « bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 ».

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen

Art. 2. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) onder punt 4° worden de woorden « bijlage I bij de Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarin bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard (hierna "de algemene groepsvrijstellingsverordening" genoemd) vervangen als volgt:

« bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, hierna 'bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014' »;

b) onder punt 5° worden de woorden « bijlage I bij de algemene groepsvrijstellingsverordening » vervangen door de woorden « bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 »;

c) de punten 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14°, 15° en 16° worden vervangen als volgt :

« 9° « Administratie » : het Operationele directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

10° « gemachtigd ambtenaar » : één van de ambtenaren bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst, met inachtneming van de regels inzake afwezigheid of verhindering bedoeld in de artikelen 4 en 5 van genoemd besluit;

11° « NACE-BEL-code » : de nomenclatuur van economische activiteiten uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in een geharmoniseerd Europees kader, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de betreffende de statistische nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europees Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europees Parlement en van de Raad van 20 december 2006;

12° « bedrijfszetel » : de vestigingseenheid zoals bedoeld in artikel 2, 6°, van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen;

13° « energie uit hernieuwbare bronnen » : de energie omschreven in artikel 2, punt 109, van verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

14° « hernieuwbare energiebronnen » : de energiebronnen omschreven in artikel 2, punt 110, van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

15° « hoogrenderende warmtekrachtkoppeling » : de warmtekrachtkoppeling omschreven in artikel 2, punt 107, van Verordening (EU) nr. 651/2014;

16° « Unienormen » : de normen omschreven in artikel 2, punt 102, van Verordening (EU) nr. 651/2014; »;

d) het lid wordt aangevuld met een punt 18°, luidend als volgt :

« 18° « aanvang van de werkzaamheden » : hetzij de aanvang van de bouwwerken i.v.m. de investering, hetzij de eerste juridisch dwingende verbintenis tot uitrustingsbestelling of elke andere verbintenis waarbij de investering onomkeerbaar wordt, al naar gelang van het voorval dat zich het eerst voordoet. ».

Art. 3. In artikel 1/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 2009, worden de woorden « Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard (de algemene groepsvrijstellingsverordening), *Publicatieblad van de Europese Unie*, L 214/3 van 9 augustus 2008 », vervangen door de woorden « Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, hierna 'Verordening (EU) nr. 651/2014' ».

Art. 4. In artikel 3, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005, worden de punten 7° en 8° vervangen als volgt:

« 7° « universitaire instellingen » : de instellingen bedoeld in artikel 10 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies en de onderzoekscentra bedoeld in artikel 10 van het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië;

8° « publiekrechtelijke rechtspersoon » : de publiekrechtelijke rechtspersoon die aan de vijf volgende criteria voldoet:

- a) door de overheid opgericht of erkend zijn;
- b) met een openbare dienst belast zijn;
- c) niet deel uitmaken van de rechterlijke of wetgevende macht;
- d) in haar werking gecontroleerd of bepaald worden door de overheid;
- e) dwingende beslissingen jegens derden kunnen nemen. ».

Art. 5. Artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 29 mei 2008 en 14 mei 2009, wordt vervangen als volgt:

« Art. 4. De activiteitendomeinen die krachtens artikel 5 van het decreet niet in aanmerking komen voor het voordeel van de premie worden nader bepaald ten opzichte van de sectoren of delen van sectoren opgenomen in de volgende afdelingen, klassen of subklassen:

- 1° 05.100 tot 06.200 van de NACE-BEL-code;
- 2° 07.210 van de NACE-BEL-code;
- 3° 08.920 van de NACE-BEL-code;
- 4° 09.100 van de NACE-BEL-code;
- 5° 09.900 van de NACE-BEL-code voor de ondersteunende activiteiten verricht voor rekening van derden i.v.m. de winning van steenkool en bruinkool;
- 6° 19.200 du Code NACE-BEL-code voor de vervaardiging van turfbricketten en de vervaardiging van steenkool- en bruinkoolbricketten;
- 7° 20.130 van de NACE-BEL-code voor de productie van verrijkt uranium en verrijkt thorium;
- 8° 24.46 van de NACE-BEL-code;
- 9° 35 van de NACE-BEL-code;
- 10° 36 van de NACE-BEL-code;
- 11° 38.12 van de NACE-BEL-code voor de verzameling van nucleair afval;
- 12° 38.222 van de NACE-BEL-code voor de behandeling, de verwijdering en de opslag van radioactief kernafval, behalve als het gaat om de behandeling en de verwerking van radioactief overgangsfval van ziekenhuizen, dat tijdens het vervoer zal degenereren;
- 13° 41.1 en de onroerende activiteiten opgenomen onder de Code 42 van de NACE-BEL-code;
- 14° 59, met uitzondering van de klassen 59.11, 59.12 en de subklassen 59.202, 59.203 en 59.209 van de NACE-BEL-code;
- 15° 60.10 van de NACE-BEL-code;
- 16° 63.91 van de NACE-BEL-code;
- 17° 64 tot 69 van de NACE-BEL-code;
- 18° 71.11 van de NACE-BEL-code;
- 19° 74.202 van de NACE-BEL-code;
- 20° 75 van de NACE-BEL-code;
- 21° 81.100 van de NACE-BEL-code;
- 22° 85 tot 88 van de NACE-BEL-code;
- 23° 90 tot 93, met uitzondering van de subklassen 91.041, 91.042 en 93.212 van de NACE-BEL-code alsook de uitbatingen van toeristische bezienswaardigheden;
- 24° de grote distributie waarvan het hoofddoel de verkoop van goederen aan particulieren is.

In afwijking van het eerste lid, 1, 9°, is de kleine onderneming die niet in handen is van een middelgrote onderneming die onder de energiesector ressorteert en die energie vanaf hernieuwbare bronnen produceert voor een onderneming of een collectiviteit, niet uitgesloten.

De inhoud van de uitgesloten afdelingen, klassen en subklassen alsook de begrippen bedoeld in het eerste lid kunnen nader bepaald worden door de Minister.

De verwijzing naar de NACE-BEL-code laat vermoeden dat de onderneming of het investeringsprogramma ervan aan de activiteitendomeinen toebehoort. De onderneming kan vaststellen dat de NACE-BEL-code die haar toegewezen wordt niet overeenstemt met haar activiteitendomein of gepland investeringsprogramma en dat ze stappen bij de Kruisbank van ondernemingen heeft ondernomen om één of meer andere codes toegewezen te krijgen. ».

Art. 6. In artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 9 februari 2006 en 14 mei 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) punt 1° wordt vervangen als volgt:

« 1° op grond van een verklaring op erewoord van de verantwoordelijke van de onderneming bevestigen dat de onderneming voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 10 van het decreet; de Administratie kan de onderneming desgevallend verzoeken om de nodige stukken en bewijzen over te leggen als het dossier krachtens de regelgeving als in aanmerking komend erkend wordt; »;

b) onder punt 2° worden de woorden « van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van de ondernemingen » vervangen door de woorden « van Boek III van het Wetboek van economisch recht van 28 februari 2013 »;

c) punt 3° wordt vervangen als volgt:

« 3° geen onderneming in moeilijkheden zijn in de zin van artikel 2, punt 18, van verordening (EU) nr. 651/2014; »;

d) onder punt 4° worden de woorden « gemeenschappelijke markt » vervangen door de woorden « interne markt »;

e) het lid wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt :

« 5° een premieaanvraag voor de aanvang van de werkzaamheden i.v.m. het investeringsprogramma indien volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 10. ».

Art. 7. Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 29 mei 2008 en 14 mei 2009, wordt aangevuld met volgend lid :

« wat betreft de investeringen ten gunste van hoogrenderende warmtekrachtkoppeling komen enkel de onlangs geïnstalleerde of gerenoveerde capaciteiten in aanmerking. ».

Art. 8. In artikel 7, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « de artikelen 18 tot 20 van de algemene groepsvrijstellingsverordening » vervangen door de woorden « de artikelen 36 en 37 van Verordening (EU) nr. 651/2014 »;

2° in het tweede lid worden de woorden « de artikelen 21 tot 23 van de algemene groepsvrijstellingsverordening » vervangen door de woorden « de artikelen 38, 40 en 41 van Verordening (EU) nr. 652/2014 ».

Art. 9. In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 29 mei 2008 en 14 mei 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « Gemeenschapsnormen » wordt telkens vervangen door het woord « Unienormen »;

2° in paragraaf 2 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De percentages bedoeld in het eerste lid, 1° tot 3°, kunnen verhoogd worden met een bonus die berekend wordt als volgt:

1° 5 % indien de grote onderneming gevestigd is in één van de ontwikkelingszones bedoeld in artikel 1, 2° tot 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2015 tot vaststelling van de ontwikkelingszones met inachtneming van artikel 107, punt 3, c), van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtlijnen betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2014-2020;

2° 10 % indien de grote onderneming gevestigd is in één van de ontwikkelingszones bedoeld in artikel 1, 1°, van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2015. ».

Art. 10. In artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 29 mei 2008, 14 mei 2009 en 18 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « in artikel 41, punt 6., a) en b), van Verordening (EU) nr. 651/2014 bedoelde » ingevoegd tussen de woorden « wat betreft de » en « investeringen »;

2° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden « in artikel 41, punt 6., a) en b), van Verordening (EU) nr. 651/2014 bedoelde » ingevoegd tussen de woorden « wat betreft de » en « investeringen »;

3° in paragraaf 4 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De percentages bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, en in paragraaf 3, tweede lid, kunnen verhoogd worden met een bonus die berekend wordt als volgt:

1,5 % indien de grote onderneming gevestigd is in één van de ontwikkelingszones bedoeld in artikel 1, 2° tot 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2015 tot vaststelling van de ontwikkelingszones met inachtneming van artikel 107, punt 3, c), van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtlijnen betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2014-2020;

2° 10 % indien de grote onderneming gevestigd is in één van de ontwikkelingszones bedoeld in artikel 1, 1°, van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2015. ».

Art. 11. In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 9 mei 2006 en 14 mei 2009, worden de leden 1, 2, 3 en 4 vervangen als volgt:

« De onderneming richt een premieaanvraag aan de Administratie voor de aanvang van de werkzaamheden i.v.m. het investeringsprogramma.

De premieaanvraag, waarvan het model door de Administratie bepaald wordt, bevat op zijn minst de volgende gegevens :

1° de naam en de omvang van de onderneming;

2° een omschrijving van het investeringsprogramma, met inbegrip van de aanvang- en einddatum ervan;

3° de plaatsbepaling van het investeringsprogramma;

4° de lijst van de kosten van het investeringsprogramma;

5° het type steun en het bedrag van de nodige openbare financiering om het investeringsprogramma door te voeren.

De Administratie bericht ontvangst van de premieaanvraag binnen vijftien dagen na ontvangst ervan en bepaalt de datum waarop het investeringsprogramma in aanmerking genomen wordt, met name de datum van verzending van de aanvraag.

Binnen zes maanden, met ingang op de datum van bericht van ontvangst bedoeld in het derde lid, richt de onderneming aan de Administratie een dossier op basis van een type-formulier dat door de Administratie bepaald wordt.

De termijn bedoeld in het vierde lid kan op voorafgaand verzoek van de onderneming of om behoorlijk gegronde redenen door de Minister of de gemachtigd ambtenaar verlengd worden. ».

Art. 12. In artikel 11, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 9 februari 2006 en 14 mei 2009, worden de woorden « artikel 5, 3°, a) of b) » vervangen door de woorden « artikel 5, 3° ».

Art. 13. In artikel 13, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « eerste lid » vervangen door de woorden « derde lid ».

Art. 14. In artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 2009, worden de woorden « artikel 10, derde lid » vervangen door de woorden « artikel 10, vierde lid ».

Art. 15. In artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 7 mei 2009 en 14 mei 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden « eerste lid » vervangen door de woorden « derde lid »;

2° in paragraaf 1, tweede lid, 6°, worden de woorden « artikel 5, 3°, a) of b) » vervangen door de woorden « artikel 5, 3° »;

3° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden « eerste lid » vervangen door de woorden « derde lid »;

4° in paragraaf 2, tweede lid, 6°, worden de woorden « artikel 5, 3°, a) of b) » vervangen door de woorden « artikel 5, 3° ».

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2014.

Art. 17. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 februari 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-C. MARCOURT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/201245]

26 FEVRIER 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution dudit décret

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, les articles 3, § 3, 4, alinéa 2, 5, § 4, alinéa 2, et 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 décembre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 janvier 2015;

Vu le rapport du 15 décembre 2014 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 57.030/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 février 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité;

Considérant qu'en vertu de l'article 3, § 3, du décret du 11 mars 2004 précité, le Gouvernement entend utiliser l'habilitation spéciale qui lui est conférée pour (voir les articles 1^{er} et 2 du présent arrêté) adapter le décret en vue d'en assurer la conformité aux règles communautaires adoptées au titre des dispositions prévues aux articles 107 à 109 du traité;

Considérant qu'en vertu de l'article 4, alinéa 2, du décret du 11 mars 2004 précité, le Gouvernement entend utiliser l'habilitation spéciale qui lui est conférée pour (voir l'article 6 du présent arrêté), eu égard aux principes et objectifs du développement durable, préciser de manière fine les secteurs ou parties de secteurs exclus, visés à l'article 4 du décret du 11 mars 2004 précité afin de ne pas nuire aux intérêts d'entreprises comprises dans certains sous-secteurs que le Gouvernement reconnaît comme essentiels pour le développement de la Région;

Considérant qu'en vertu de l'article 5, § 4, alinéa 2, du décret du 11 mars 2004 précité, le Gouvernement entend utiliser l'habilitation spéciale qui lui est conférée pour (voir l'article 7 du présent arrêté) déterminer les investissements exclus en tenant compte de la prise en considération équilibrée des composantes du développement durable, des règles européennes spécifiques en matière d'investissements, du rattachement territorial de ceux-ci et de leur permanence en vue d'assurer la consolidation ou la création d'emplois;

Considérant, en effet, que le Gouvernement, lorsqu'il détermine de manière générale les conditions réglementaires visées à l'article 7 du présent arrêté, poursuit des objectifs qui sont liés aux effets que les programmes d'investissements ont sur chacune des composantes du développement durable;

Qu'en effet, l'obligation pour les entreprises d'assurer un minimum de financement des programmes peut s'expliquer, au travers des trois composantes du développement durable par le souci de responsabiliser les entreprises dans la mise en œuvre de leurs projets et par les principes généraux liés aux cumuls de subventions publiques;

Qu'en effet, l'obligation pour les entreprises d'être dans une situation financière saine peut s'expliquer également au travers des trois composantes du développement durable par la poursuite par le Gouvernement des objectifs liés au principe supérieur d'utilisation des deniers publics de manière efficiente;

Considérant que le Gouvernement peut exclure certains investissements qui ne correspondent pas aux objectifs de prise en considération équilibrée des composantes du développement durable, des règles européennes en la matière, de rattachement à des ressorts territoriaux considérés comme zones de développement et de maintien de ceux-ci en vue d'assurer la consolidation ou la création d'emploi;

Considérant qu'il est fondamental d'assurer, après le 30 juin 2014, la continuité dans l'octroi des aides à l'investissement à finalité régionale et de conférer une base légale aux demandes d'aides introduites dès le 1^{er} juillet 2014 afin de garantir ainsi la sécurité juridique;

Qu'en l'absence de pareille base légale, il y aurait lieu de considérer que toutes les demandes introduites à partir 1^{er} juillet 2014 jusqu'à l'entrée en vigueur du décret et du ou des arrêtés wallons transposant le règlement précité devraient être réintroduites;

Que le principe de l'effet incitatif, consacré par l'article 6 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité, doit s'apprécier à la date d'introduction de la demande d'aide;